

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

RAPPORT SUR LES MESURES PÉNALES D'APPLICATION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE AU CHILI (2024)

*Contribution établie par Mme Eileen Frodden K., responsable du Département des politiques publiques et des affaires législatives de l'Institut national de la propriété industrielle (INAPI), Santiago (Chili)**

RÉSUMÉ

La présente contribution présente un résumé du rapport de 2024 intitulé “*Mesures pénales d'application des droits de propriété intellectuelle au Chili*”, rédigé par l'Institut national de la propriété industrielle (INAPI) sur la base des données fournies par le Ministère public. Ce rapport analyse les affaires pénales liées aux droits de propriété intellectuelle portées devant les tribunaux entre 2017 et 2022, en distinguant les atteintes à la propriété industrielle des atteintes au droit d'auteur. Les chiffres révèlent une baisse constante du nombre de dossiers enregistrés, dont la grande majorité concerne des marques. Le rapport met en évidence la concentration des activités de répression dans les régions abritant de grands ports, aéroports et postes-frontières, ainsi que les caractéristiques structurelles du système de justice pénale, notamment le faible nombre de poursuites et de condamnations et le recours fréquent à des procédures extrajudiciaires. Il fournit une analyse factuelle des tendances en ce qui concerne les mesures pénales d'application des droits et sert d'instrument pour éclairer les débats sur les politiques publiques, la coordination institutionnelle et le renforcement des capacités en matière d'application des droits de propriété intellectuelle.

* Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteure et pas nécessairement celles du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

1. Le rapport intitulé *“Mesures pénales d’application des droits de propriété intellectuelle au Chili”*¹ a été publié en juin 2024 et marque une étape importante en matière de transparence, de gestion de l’information publique et d’analyse institutionnelle au Chili. Ce rapport a été établi par l’Institut national de la propriété industrielle (INAPI) à partir des données fournies par le Ministère public et couvre la période allant de 2017 à 2022. L’importance de ce rapport ne se limite pas aux chiffres qu’il contient, mais réside dans son rôle d’instrument au service du système de poursuites pénales pour lutter contre les atteintes touchant les actifs incorporels. L’analyse établit une distinction entre les atteintes à la propriété industrielle, concernant principalement les marques et les brevets, et les atteintes au droit d’auteur, telles que celles qui visent les œuvres artistiques et les logiciels, ce qui permet d’appréhender la situation de manière nuancée.

II. ORIGINE DU RAPPORT DU POINT DE VUE DES POLITIQUES PUBLIQUES

2. Il convient d’envisager la genèse de ce rapport dans une perspective de politique publique à long terme. Il ne s’agit pas d’une initiative isolée, mais bien de la mise en œuvre d’une stratégie visant à renforcer le système national de propriété intellectuelle.

A. LA STRATÉGIE NATIONALE DE 2016 EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

3. L’origine conceptuelle de ce rapport remonte à la première Stratégie nationale en matière de propriété industrielle, lancée par l’INAPI en 2016. Cette stratégie s’est conclue par 60 recommandations visant à renforcer l’écosystème national en matière d’innovation et de protection des droits, dont quatre concernent l’application des droits de propriété intellectuelle².

4. La recommandation n° 6, en particulier, met en évidence une lacune majeure dans la gestion publique du système d’application des droits de propriété intellectuelle : l’absence de données statistiques systématiques et facilement accessibles sur l’efficacité de ce système. Elle souligne la nécessité de disposer de données quantitatives régulières et fiables sur les mesures prises par les autorités compétentes pour lutter contre les atteintes à la propriété intellectuelle.

5. Cette recommandation poursuit deux objectifs principaux : premièrement, évaluer les efforts déployés par l’État pour protéger les droits de propriété intellectuelle; et deuxièmement, recueillir des données empiriques permettant d’évaluer dans quelle mesure le pays respecte ses obligations internationales en matière d’application des droits.

B. ÉLABORATION DU RAPPORT

6. L’élaboration du rapport s’est déroulée en plusieurs étapes. En 2019, l’INAPI a mené, en collaboration avec le Ministère public, une première collecte de données portant sur la période allant de 2016 à 2018³. Cependant, en raison de la pandémie de COVID-19, cette analyse n’a pas été publiée.

¹ https://www.inapi.cl/docs/default-source/2023/centro-de-documentacion/estudios/observancia-penal-de-los-derechos-de-propiedad-intelectual-en-chile/informe_observancia_2024_v5.pdf?sfvrsn=eb902829_1 (en espagnol seulement).

² Ces quatre recommandations figurent à la page 9 du document WIPO/ACE/12/5 REV.2, présenté par l’INAPI en 2017.

³ Les tribunaux, le Ministère public et la police utilisent tous le RUC (numéro unique de dossier) pour identifier les dossiers.

7. Ce travail a été repris et approfondi dans le rapport de 2024, qui s'appuie sur une méthodologie améliorée, une période d'analyse plus longue (2017-2022) et l'utilisation d'outils de visualisation et de nettoyage des données, tels que le logiciel Tableau⁴, afin de garantir la qualité et la cohérence des informations présentées.

III. MODALITÉS ET PORTÉE JURIDIQUE DU RAPPORT

8. Ce rapport s'appuie sur la base de données des dossiers enregistrés auprès du Ministère public. À des fins d'analyse, l'INAPI a classé les atteintes en deux grandes catégories réglementaires afin de faciliter la compréhension de l'activité délictueuse.

9. La première catégorie concerne les atteintes à la propriété industrielle, régies principalement par la loi n° 19.039. Cela comprend les atteintes aux droits rattachés aux marques, aux brevets, aux modèles d'utilité et aux dessins et modèles industriels.

10. La deuxième catégorie comprend les atteintes au droit d'auteur, régies par la loi n° 17.336, telles que la copie non autorisée d'œuvres protégées, y compris leur commercialisation illégale.

11. Bien que le Ministère public utilise en interne six codes spécifiques pour classer les atteintes liées à la propriété intellectuelle, l'INAPI a choisi de regrouper les affaires en deux catégories seulement, correspondant aux atteintes prévues par chacune des lois applicables. En effet, un échantillonnage aléatoire des dossiers a révélé des incohérences ou un manque de précision dans la subdivision interne.

IV. CONCLUSIONS STRATÉGIQUES ET TENDANCES NATIONALES

A. TENDANCE À LA BAISSSE DU NOMBRE D'ATTEINTES ENREGISTRÉES

12. Les données révèlent une baisse constante du nombre de dossiers enregistrés entre 2017 et 2022, avec un total de 17 279 dossiers, passant de 4 050 en 2017 à 2 087 en 2022.

13. Cette tendance à la baisse est généralisée, mais les atteintes à la propriété industrielle, en particulier celles touchant les marques, continuent de représenter la part la plus importante, dépassant de loin les atteintes au droit d'auteur.

B. DIFFÉRENCES STRUCTURELLES ENTRE LES TYPES D'ATTEINTES

14. Le rapport met en évidence une différence juridique notable qui influe sur les statistiques : la nature de l'action pénale. Les atteintes à la propriété industrielle donnent lieu à une action pénale privée et supposent l'existence d'un droit enregistré, tandis que les atteintes au droit d'auteur donnent lieu à une action pénale publique et la protection naît automatiquement avec la création de l'œuvre.

15. Bien que les procédures d'ouverture d'enquêtes soient plus simples en matière de droit d'auteur, ce sont les atteintes au droit des marques, qui nécessitent que la partie lésée dépose plainte, qui prédominent dans les statistiques nationales.

⁴ https://public.tableau.com/app/profile/inapi/viz/ReporteObservancia_2023/Historia1.

V. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ET EFFET DE FRONTIÈRE

16. L'analyse territoriale met en évidence une forte concentration géographique des affaires. Trois régions représentent 83% du total : Métropolitaine, Valparaíso et Biobío.

17. Cette concentration reflète la densité de population, car ces régions représentent plus de 60% de la population nationale et abritent les principaux ports et aéroports du pays. Toutefois, le rapport met également en évidence des situations particulières, comme celle de la région de Tarapacá, qui affiche un taux élevé de dossiers par habitant, ce qui s'explique par la présence de zones franches et par les échanges transfrontières dans le nord du pays.

18. En 2020, on a également observé un phénomène inhabituel à Valparaíso, où le nombre de dossiers a augmenté malgré les restrictions sanitaires. Cela s'explique par les contrôles mis en place dans les ports et aux frontières pendant la pandémie.

VI. EFFICACITÉ DU SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE : OUVERTURE DES PROCÉDURES, MISE EN ACCUSATION ET CLÔTURE DES DOSSIERS

19. Du point de vue de l'évaluation des politiques publiques, le rapport présente une analyse de l'efficacité du système de justice pénale en ce qui concerne l'ouverture des procédures, la mise en accusation officielle et la clôture des dossiers.

20. La plupart des affaires trouvent leur origine dans des plaintes déposées devant les tribunaux des garanties (tribunaux pénaux des garanties), suivies par des signalements adressés aux Carabineros (police nationale), ce qui confirme le caractère essentiellement réactif du système, qui repose sur l'initiative des titulaires de droits.

21. En ce qui concerne la mise en accusation, seuls 18,78% de l'ensemble des affaires ont donné lieu à la mise en accusation d'au moins un prévenu. Ce taux est particulièrement faible pour les atteintes à la propriété industrielle (14,92%), tandis qu'on observe un pourcentage plus élevé pour les atteintes au droit d'auteur (atteignant 28,43%, soit près du double de celui des dossiers liés à des violations de la loi sur la propriété industrielle).

22. En matière de clôture des dossiers, le système privilégie le règlement extrajudiciaire des litiges et les mécanismes visant à optimiser l'efficacité procédurale, tels que le regroupement des affaires, le rejet définitif et l'appréciation de l'opportunité des poursuites. Les condamnations ne représentent qu'une fraction du total, même si ce pourcentage est plus élevé en ce qui concerne les atteintes au droit d'auteur.

23. Le recours à des instruments tels que les accords de réparation et la suspension conditionnelle de la procédure témoigne d'une approche pragmatique, en accord avec la nature patrimoniale des droits protégés.

VII. CONCLUSION

24. Ce rapport répond au mandat stratégique défini en 2016 en fournissant aux parties prenantes des secteurs public et privé des informations statistiques fiables et systématiques sur les poursuites pénales engagées pour des atteintes liées à la propriété intellectuelle. Il offre également un instrument qui, lorsqu'il est utilisé régulièrement, permet d'analyser les tendances et d'identifier les améliorations.

25. Les données révèlent un système fortement centralisé, une tendance à la baisse du nombre de dossiers et l'existence d'un filtre sélectif important au moment de l'inculpation et de la condamnation. Cette situation met en évidence la nécessité de renforcer les capacités juridiques et institutionnelles nécessaires à la poursuite de ces atteintes, d'améliorer les mécanismes de coordination interinstitutionnelle et de renforcer les stratégies nationales en matière de sensibilisation à la propriété intellectuelle et de prévention des atteintes aux droits de propriété intellectuelle.

[Fin de la contribution]